



Pôle de Renaissance Communiste en France

www.initiative-communiste.fr — @PRCF_

**L'UE, L'EURO, EN SORTIR POUR S'EN SORTIR !
BRISONS LES CHÂÎNES DE L'UNION EUROPÉENNE POUR TRAVAILLER MOINS ET MIEUX, EMBAUCHER ET AUGMENTER LES SALAIRES !**

6,5 millions de chômeurs, 10 millions de sous employés et autant de pauvres dans la 6e économie mondiale. Le chômage frappe la moitié de la population active hors secteur public. Et les patrons, l'Union Européenne, Sarkozy, Hollande, Macron et Le Pen veulent augmenter le temps de travail ?

De qui se moque-t on ? Augmenter le temps de travail c'est fabriquer des chômeurs

Pour fixer les idées, baisser la durée hebdomadaire du temps de travail à 27h/semaine permettrait de supprimer immédiatement le chômage. Augmenter le temps de travail des 25 millions de salariés de 35h à 40h c'est l'équivalent de 2 millions d'emplois à temps plein. Augmenter le temps de travail c'est fabriquer des chômeurs

CICE, Pacte de compétitivité ... la baisse des salaires c'est encore plus de chômage

En 2014, les dividendes des actionnaires ont augmenté de +10,4%, et avait augmenté de +30% en 2013; en moyenne les patrons du CAC 40 touchent 7 SMIC par jours. Valls MEDEF a donné avec le CICE 20 milliards par an au patronat. Payés par les travailleurs. Aucun emplois créés. Pourtant cette somme permet d'embaucher immédiatement 500 000 personnes.

Les 54 M€ de dividendes du CAC40 mettraient d'embaucher 1 millions de personnes !

Aujourd'hui 35h, vraiment ? C'est plutôt 45h payées 27h !

Qui plus est, aujourd'hui qui donc travaille à 35h ? La réalité c'est que le passage au 35h ne s'étant pas accompagné de recrutement, ni dans le privé, ni dans la fonction publique, les travailleurs doivent aujourd'hui faire en 35h ce qu'il faisaient hier en 40h. Le tout payé 35h. Et en fait bien souvent, ils travaillent plus que 35h leurs heures sup ne sont pas

payées et leurs salaires étant bloqués depuis 10 ans, ils travaillent 45h payés 27h !

Les directives de l'Union Européenne : diminuer les salaires faire sauter la durée légale du travail

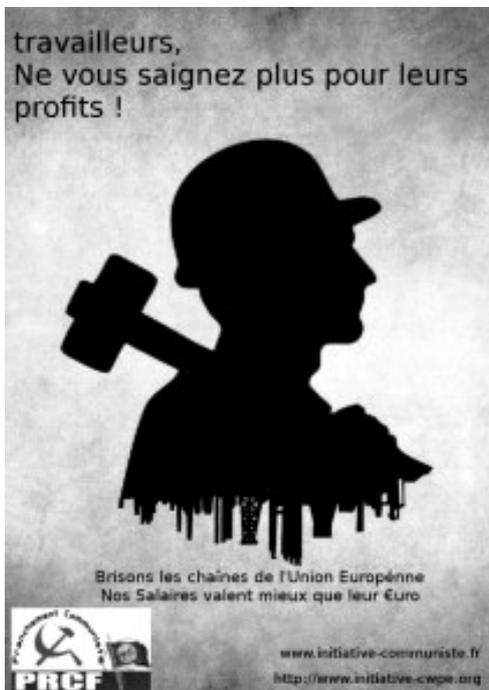
Le 13 mai 2015, le commissaire européen adresse par courrier ses directives au gouvernement Valls (*À lire sur le site internet du PRCF*): casse du code du travail, fin des 35h, baisse du salaire minimal, durcissement des conditions d'accès aux indemnités chômage, baisse des remboursements de sécurité sociale... Le tout s'ajoutant aux directives européennes prises par ailleurs par la Commission pour privatiser et libéraliser les services et entreprises publiques ou reculer l'âge de départ à la retraite.

Sortir de l'Union Européenne pour : travailler moins et mieux / embaucher / augmenter les salaires !

Impossible de réduire le temps de travail en restant dans cette dictature du Capital qu'est l'UE, cette prison des peuples qu'est l'Euro.

C'est au peuple de décider, pas à la dictature des patrons et des banques.

Tous ensemble brisons les chaînes de l'UE, exigeons un référendum sur l'Union Européenne et l'Euro !



Je m'abonne à **Initiative Communiste** journal mensuel du **PRCF**

- Offre découverte: 3 mois gratuits; sans aucune obligation d'achat!!!
- Un an = 22 €uros (18€ chômeur / étudiant) 6 mois = 12 €uros (10€ chômeur / étudiant)
- gratuitement à la lettre électronique hebdomadaire @IC Hebdo

Nom : Prénom :

Courriel :@..... Tel : / / / /

Adresse :

CP : Ville :

Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal à : BP 30111, 62802 LIEVIN Cedex





La fin des 35h et la baisse des salaires, l'euro chantage a commencé : l'exemple par Smart

Pendant que le gouvernement « examine » avec le rapport Combrexelle comment mettre fin au 35H et même à la durée légale du travail, et plus généralement à faire sauter le code du travail en application zélée des diktats fixés par l'Union Européenne du Capital, déjà et grâce à l'ANI Compétitivité Emploi, les salariés sont soumis à un chantage à l'emploi par les patrons: travailler plus sans être payé plus ou perdre son travail...

C'est cela la « démocratie » selon l'Union Européenne et le Capitalisme : ferme là et travaille pour pas un rond, il y a des millions qui attendent ta place !

Le chantage des Accords ANI de « Compétitivité Emploi » : le précurseur des négociations « dans l'entreprise »

Depuis 2013, l'ami de la Finance François Hollande avec l'aide de certains « syndicats » véritables VRP du patronat a mis en place avec les accords ANI dit de « compétitivité Emploi » une véritable machine à racketter les travailleurs, en renvoyant à travers une négociation dans l'entreprise la possibilité d'augmenter le temps de travail sans augmenter les salaires ou même de baisser les salaires à temps de travail égal. Ce dispositif permet aux patronat d'obtenir des baisses des salaires horaires payés aux travailleurs afin de doper leurs plus values. Au moment où près de 7 millions de nos concitoyens sont au chômage, en échange de cette baisse des salaires, l'entreprise « s'engage » à ne pas licencier.

Un salarié qui refuserait l'accord ne bénéficiera plus des protections liés à ce qui est pourtant un licenciement économique. C'est ni plus ni moins que du chantage à

l'emploi ! Chantage d'autant plus efficace et violent que l'Union Européenne permet et facilite les délocalisations mettant ainsi en concurrence frontale et directe les travailleurs des différents pays européens. L'UE dont le premier principe est la « concurrence libre et non faussée » et la libre circulation des biens et des capitaux organise le dumping social et l'aligement sur le plus bas des salaires. Chez Smart Hambach en Lorraine c'est bien une mise en concurrence avec les salariés de l'usine commune Smart Renault de Slovénie qui est organisée, afin d'organiser la baisse des salaires en France.

Travailler plus pour être payé moins cher ! en réalité baisse du salaire horaire chez SMART !

Les patrons de l'usine exige des salariés de passer aux 39 heures de travail hebdomadaire par étapes: de 35 à 37 heures à compter du 1er octobre prochain, puis de 37 à 39 heures en 2016, 2017 et 2018, avant de revenir à 37 heures en 2019, et 35 en 2020, en échange de quoi, ils ne fermeraient pas l'usine.

La direction propose une augmentation mensuelle de 120 euros brut, ainsi qu'une prime exceptionnelle de 1000 euros versée en deux fois sur deux ans. Ce qui revient à payer 37h des ouvriers en travaillant... 39h. C'est donc bien d'une baisse des salaires qu'il s'agit ! Sans aucune garantie réelle d'ailleurs sur l'emploi, comme les exemples de Continental l'a déjà montré. Et en prime, avec le gel des salaires sur les prochaines années !

On peut observer avec l'exemple de Smart, où de la façon la plus cynique on demande aux travailleurs de choisir entre diminuer leurs salaires ou perdre leur emploi, ce qui se passe lorsque l'on renvoie la législation du travail à une « négociation » (le fusil sur la tempe) en entreprise !

Alors que le gouvernement prétend ne pas vouloir remettre en cause la durée

hebdomadaire du travail, d'ores et déjà il apparait que les patrons veulent payer moins les heures supplémentaires que les heures en deça de 35h. C'est proprement scandaleux, d'autant plus quand on sait que les 35h se sont traduites par une augmentation massive de la flexibilité, de la pression sur les travailleurs. Qui plus est toutes les statistiques démontrent que les travailleurs français travaillent (pour ceux qui ont encore un poste!) nettement plus que 35h et qu'en prime depuis la loi Aubry les salaires sont bloqués et gelés se traduisant par une baisse des salaires réels. Bref, pour le patronat, à l'aide de son arme d'exploitation massive qu'est l'Union Européenne du capital, il s'agit de poursuivre l'offensive généralisée contre les salaires, les conquêtes sociales et démocratiques de travailleurs.

Plus que jamais, c'est tous ensemble et en même temps que nous devons organiser la résistance. Que nous devons stopper cette casse sociale généralisée, et faire front pour briser les chaînes de l'Union Européenne, en sortir pour s'en sortir par la porte de gauche, celle du progrès social et du développement démocratique, en mettant fin à la dictature de la classe capitaliste pour faire place au peuple, construire le socialisme pour le pouvoir réel des travailleurs.

Pour impulser la résistance et la contre offensive, rejoins les militants du PRCF dans la lutte !

Sursaut citoyen contre l'Union Européenne du capital
Sortons de l'Euro et de l'Union Européenne par la porte de gauche PRCF

le peuple français doit au plus tôt pouvoir se prononcer sur le maintien ou non de la France dans la zone euro et dans l'U.E. Pour cela, il faut qu'un référendum soit rapidement organisé sur deux questions vitales et intimement liées :
« La France doit-elle rester dans la zone euro ? »
« La France doit-elle rester dans l'Union européenne ? »

Pour donner la parole au peuple > signe la pétition <
www.initiative-communiste.fr

Ne pas jeter sur la voie publique—IPNS

Contact :
PRCF
www.initiative-communiste.fr
8 rue Clot Lapaume
92220 Bagneux
PRCF 38
prcf-38.over-blog.net
prcf38@gmail.com

Rejoignez le PRCF !

je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France
 Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le PRCF

Nom : Prénom :

Courriel :@..... Tel : / / / /

Adresse :

CP : Ville :